

**Irak - MANUI - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 22 mai 2017)

Merci Monsieur le Président.

Je remercie M. Jan Kubis pour son exposé ainsi que pour son travail remarquable sur le terrain. La France renouvelle son soutien à la MANUI et la remercie ainsi que le Secrétaire général pour son dernier rapport, paru il y a quelques semaines.

À la suite des orateurs précédents, je souhaiterais évoquer la situation sous trois angles : sécuritaire, humanitaire et enfin politique.

Sur le plan militaire tout d'abord, La France salue le courage et la détermination des forces irakiennes. Avec l'appui de la Coalition, elles ont remporté des victoires décisives contre Daech, qui a perdu près des deux-tiers des territoires qu'il contrôlait au plus fort de son expansion. À Mossoul, en particulier, les forces irakiennes ont effectué une percée significative depuis le déclenchement de l'offensive dans les quartiers Ouest. Nous nous félicitons par ailleurs du lancement de l'opération par l'armée irakienne contre Daech dans la zone dite «Kilomètre 160», dans le but de sécuriser Routba.

Ces succès renforcent d'autant l'importance de rester exigeants et vigilants en matière humanitaire, notamment s'agissant de la protection des civils. La France rappelle son attachement à ce que toutes les forces opèrent sous le strict contrôle des autorités irakiennes, et salue les dispositions prises par le gouvernement irakien en vue de faire de la protection des civils, conformément au droit international humanitaire et des droits de l'Homme, une priorité dans la planification des opérations.

Les dernières avancées des forces de sécurité irakiennes pour reprendre Mossoul ont provoqué une grande vague de déplacés. Tout doit être mis en oeuvre pour apporter assistance à ces derniers. La France est très inquiète du sort des civils piégés dans Mossoul et se tient aux côtés des autorités irakiennes pour continuer à mobiliser la communauté internationale.

Je tiens à réitérer nos plus vives condamnations des violences et exactions commises par Daech, dont l'utilisation de la population civile comme bouclier humain. Tout doit être mis en oeuvre pour faciliter le retour durable et volontaire des populations civiles et notamment des personnes appartenant à des minorités ethniques et religieuses, lorsque les conditions de sécurité et de développement le permettront. Il en va de la dignité de ces personnes et, au-delà, du maintien de la diversité et du pluralisme ethnique et religieux dans la région. La France est

engagée comme vous le savez dans le cadre du Plan d'action de Paris, présenté par la France et la Jordanie lors de la conférence de Paris sur les victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient le 8 septembre 2015, et dont la première conférence de suivi se tiendra à Madrid ce mercredi 24 mai.

Nous soutenons les actions humanitaires et de stabilisation sur le terrain afin d'offrir aux populations déplacées des conditions de vie satisfaisantes et de favoriser, lorsque c'est possible, leur retour dans leur ville et village d'origine. Les projets d'aide au retour actuellement mis en oeuvre se focalisent principalement sur le déminage, le relèvement socio-économique et le redémarrage des services publics de base selon une logique intégrée et géographiquement ciblée.

Monsieur le Président,

Je souhaite aussi évoquer la lutte contre l'impunité, qui est une composante essentielle du mandat de la MANUI. L'urgence doit aujourd'hui aller à la collecte et à la préservation des éléments de preuves dès que possible, pour que l'authenticité des pièces soit protégée et que ces pièces soient ensuite transmises et examinées par la juridiction compétente, le moment venu. La France soutiendra les efforts en ce sens, en appui du gouvernement irakien. Le Premier ministre, Haider al-Abadi, a appelé le conseil de sécurité à agir. Nous devons prendre nos responsabilités. Il ne pourra y avoir de paix durable sans justice.

Monsieur le Président,

Face à l'ampleur de ces défis, il faut saluer le travail de l'ONU et de ses partenaires, en lien avec le gouvernement irakien, pour prévoir et fournir l'assistance humanitaire dans ces conditions difficiles et permettre d'accueillir dans des structures d'urgence les civils fuyant les combats.

La priorité doit également être accordée au renforcement des efforts de stabilisation déjà considérables, déployés par les autorités irakiennes et le PNUD dans les zones libérées du joug de Daech.

En parallèle de ces efforts doit également être assurée la protection du patrimoine culturel, comme l'Italie l'a rappelé, qui ne peut être négligée au vu de l'ampleur des destructions constatées en Irak. Nous devons faire preuve de la plus grande vigilance pour lutter contre tous les trafics et faire usage de tous les outils à notre disposition, et notamment de la résolution 2347, que nous avons portée conjointement avec l'Italie et dont le Secrétaire général fait mention dans son rapport.

Monsieur le Président,

Au-delà de l'urgence, il faut aussi et surtout préparer dès à présent le jour d'après pour éviter tout vide sécuritaire et de gouvernance, avec un plan politique de gouvernance inclusif pour

Mossoul et sa région.

En effet gagner la guerre ne suffit pas, il faudra installer durablement la paix. La défaite durable et totale de Daech repose en effet sur une solution globale, politique et inclusive, répondant aux aspirations de toutes les composantes de la population irakienne dans le respect à la fois de sa diversité et de l'unité de l'Irak. Il est urgent de permettre la réintégration politique et institutionnelle, économique et sociale de toutes les composantes de la société, et des sunnites en particulier, sans quoi le chaos ne fera que revenir. Nous saluons les progrès déjà réalisés et appelons le gouvernement irakien à accélérer l'adoption et la mise en oeuvre des réformes en faveur de la réconciliation nationale et à mettre en place une gouvernance inclusive, au niveau national et local, et à mettre en place aussi des forces de sécurité locales acceptées par la population. Notre soutien au Premier ministre al-Abadi est essentiel pour qu'il parvienne à relever ces défis immenses dans un contexte pré-électoral tendu.

Enfin, nous encourageons Erbil et Bagdad à poursuivre leur dialogue, qui a permis de définir les modalités d'un accord pour les opérations de Mossoul, sur le plan politique, pour résoudre les différends qui les opposent et poser les premiers jalons d'une solution durable, dans le plein respect de l'unité de l'Irak.

Face à l'ampleur de ces défis, notre soutien collectif et continu aux autorités irakiennes est indispensable.

Je vous remercie./.